



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Mai 2016





<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	6
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales du budget général .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -65,67 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mai 2016 s'élève à -65,67 Md€ contre -65,76 Md€ à fin mai 2015 à périmètre constant. Cette situation s'explique par les effets conjugués d'un faible recul

des dépenses nettes de 0,34 Md€, de la hausse des recettes nettes de 4,80 Md€ et par la baisse du solde des comptes spéciaux de 5,04 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 137,60 Md€

### Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,49 Md€ dont 2,64 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,68 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 3,67 Md€ dont 3,56 Md€ consacrés au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » au titre de l'abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Défense** : 3,52 Md€ dont 1,72 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 1,02 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

Les dépenses nettes à fin mai 2016 s'élèvent à 137,60 Md€ contre 137,94 Md€ à fin mai 2015 à périmètre constant. Ce faible écart résulte notamment de la baisse des dépenses d'intervention (-0,84 Md€ notamment sur la mission « Solidarité,

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 3,07 Md€ dont 2,92 Md€ imputables au programme « Aide à l'accès au logement » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,51 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,81 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,65 Md€ ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,26 Md€ dont 0,97 Md€ au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,23 Md€ dont 1,09 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance ».

insertion et égalité des chances ») compensée par l'augmentation des dépenses de personnel (+0,40 Md€) et une hausse des charges de la dette de l'Etat (+0,40 Md€).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 98,67 Md€

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*)

**Impôt sur le revenu** : 12,72 Md€ (notamment dus au recouvrement du 2<sup>ème</sup> acompte provisionnel au 15 mai) ;

**TVA** : 11,78 Md€ ;

**Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 1,90 Md€ dont 0,87 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès ;

**Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,27 Md€ ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -6,73 Md€ dont -5,93 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,35 Md€.

\* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



### Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 121,19 Md€

Elles s'élevaient à 119,48 Md€ à fin mai 2015 à périmètre constant. Cette augmentation de 1,71 Md€ s'explique essentiellement par les hausses des recettes de TICPE pour 1,60 Md€ (du fait, d'une part, du dynamisme des recettes en 2016, et d'autre part, de versements importants à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France en 2015), des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 1,15 Md€ (notamment en raison

de l'augmentation des mutations à titre gratuit et de la hausse des autres taxes intérieures suite à la réforme de la contribution au service public de l'électricité) et des recettes nettes de TVA pour 0,80 Md€. Les autres impôts directs et taxes assimilées sont cependant en baisse de 1,04 Md€ essentiellement en raison des diminutions des recettes diverses, des retenues à la source et des recettes d'impôt de solidarité sur la fortune.

### Recettes non fiscales : 4,43 Md€

Les recettes non fiscales à fin mai 2016 s'élèvent à 4,43 Md€ contre 3,77 Md€ à fin mai 2015. La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des

produits du domaine de l'Etat pour 0,72 Md€ (notamment au titre des redevances d'usage des fréquences radioélectriques).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -27,70 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -27,70 Md€ à fin mai 2016 contre -30,61 Md€ à fin mai 2015. Cette variation s'explique par la réduction des prélèvements de l'Etat français au profit de l'Union européenne (UE) pour 3,98 Md€ suite à un rythme d'appel des ressources plus lent début 2016 et à

une rectification du budget 2015 de l'UE compensée par l'augmentation des prélèvements au profit des collectivités territoriales pour 1,07 Md€ (dont 0,97 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement).

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -26,74 Md€

#### *Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

Le compte spécial « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,19 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 4,34 Md€ (notamment au titre du solde de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et des mensualisations de taxes foncières et de taxe d'habitation). Le compte spécial « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses pour 3,75 Md€

correspondant essentiellement au paiement des intérêts des OAT à taux fixe, et des recettes pour 3,76 Md€ principalement au titre de l'abondement du budget général. Le compte « **Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage** » affiche des recettes de 1,37 Md€ correspondant au versement de la fraction de la taxe d'apprentissage affectée à ce compte spéciale.

Au 31 mai 2016, le solde des comptes spéciaux s'établit à -26,74 Md€ contre -21,69 Md€ en mai 2015. Cet écart s'explique essentiellement par la variation du solde des comptes de concours financiers (-5,62 Md€) notamment en raison des avances versées à l'Agence de service et de paiement notamment au cours du mois

de février 2016. Cette baisse est légèrement compensée par l'augmentation du solde des comptes d'affectation spéciale (+0,49 Md€ notamment du fait de la création du compte « Transition énergétique » en 2016).

### Dette financière de l'Etat au 31 mai : 1 637,38 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 71,09 Md€) et les BTF (émissions nettes de

9,46 Md€). Le montant des BTAN a diminué de 26,13 Md€ depuis le début de l'année.



	Mois	Cumul à fin mai		Renvoi Page	
	Mai	2016	2015 retraité 2015 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>-9 209</b>	<b>-65 668</b>	-65 764	-63 933	6
<b>Dépenses du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>25 898</b>	<b>137 601</b>	137 942	134 861	6
<b>Recettes du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>19 780</b>	<b>98 668</b>	93 873	92 623	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	12 718	40 476	40 347	40 226	
- IS *	-910	5 923	6 078	6 078	
- TVA	11 781	59 841	59 045	58 726	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>-3 091</b>	<b>-26 735</b>	-21 694	-21 694	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>4 128</b>	<b>104 206</b>			16
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>23 949</b>	<b>1 637 381</b>			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2016	2015 retraité	2015 exécuté
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	988	988
Dépenses de personnel	9 972	51 619	51 222	51 261
Dépenses de fonctionnement	2 871	22 124	22 255	22 212
Charges de la dette de l'Etat	3 564	20 419	20 024	20 024
Dépenses d'investissement	980	4 545	4 662	4 668
Dépenses d'intervention	8 456	37 169	38 008	34 929
Dépenses d'opérations financières	55	738	782	778
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>25 898</b>	<b>137 601</b>	<b>137 942</b>	<b>134 861</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	26 670	121 186	119 475	118 244
Recettes non fiscales	988	4 426	3 765	3 746
Prélèvements sur recettes	-8 078	-27 699	-30 609	-30 610
Fonds de concours	200	756	1 242	1 242
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>19 780</b>	<b>98 668</b>	<b>93 873</b>	<b>92 623</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>27 859</b>	<b>126 368</b>	<b>124 482</b>	<b>123 232</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-6 117</b>	<b>-38 933</b>	<b>-44 069</b>	<b>-42 238</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 193	3 327	2 833	2 833
Solde des comptes de concours financiers	-4 231	-30 371	-24 748	-24 748
Solde des comptes de commerce	-34	334	228	228
Solde des comptes d'opérations monétaires	-19	-10 276	-322	-322
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-3 091</b>	<b>-26 735</b>	<b>-21 694</b>	<b>-21 694</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-9 209</b>	<b>-65 668</b>	<b>-65 764</b>	<b>-63 933</b>



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2016	2015 retraité	2015 exécuté
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>9 972</b>	<b>51 619</b>	<b>51 222</b>	<b>51 261</b>
Rémunérations d'activité	5 764	29 337	29 094	29 109
Cotisations et contributions sociales	4 162	21 963	21 799	21 822
Prestations sociales et allocations diverses	46	318	330	330
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>15 926</b>	<b>85 983</b>	<b>86 720</b>	<b>83 600</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>988</b>	<b>988</b>	<b>988</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2 871</b>	<b>22 124</b>	<b>22 255</b>	<b>22 212</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 863	9 285	8 942	8 943
Subventions pour charges de service public	1 009	12 839	13 313	13 269
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>3 564</b>	<b>20 419</b>	<b>20 024</b>	<b>20 024</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	3 564	20 419	20 024	20 024
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>980</b>	<b>4 545</b>	<b>4 662</b>	<b>4 668</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	676	3 631	3 897	3 903
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	304	914	765	765
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>8 456</b>	<b>37 169</b>	<b>38 008</b>	<b>34 929</b>
Transferts aux ménages	4 800	18 405	19 914	17 836
Transferts aux entreprises	992	4 834	4 623	3 875
Transferts aux collectivités territoriales	869	3 506	3 115	3 069
Transferts aux autres collectivités	1 796	10 416	10 352	10 144
Appels en garantie	0	8	5	5
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>55</b>	<b>738</b>	<b>782</b>	<b>778</b>
Prêts et avances	25	29	11	11
Dotations en fonds propres	30	174	225	221
Dépenses de participations financières	0	535	546	546
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>25 898</b>	<b>137 601</b>	<b>137 942</b>	<b>134 861</b>





unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2016		Cumul à fin mai 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>236</b>	<b>267</b>	<b>1 842</b>	<b>1 633</b>	<b>1 457</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	202	199	1 141	1 079	919
Diplomatie culturelle et d'influence	13	48	539	253	375
Français à l'étranger et affaires consulaires	22	20	164	158	156
Conférence "Paris Climat 2015"	-1	1	-2	142	7
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>198</b>	<b>205</b>	<b>1 188</b>	<b>1 142</b>	<b>1 120</b>
Administration territoriale	131	133	687	653	658
Vie politique, culturelle et associative	4	4	134	143	131
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	63	68	367	346	331
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>218</b>	<b>217</b>	<b>1 321</b>	<b>1 032</b>	<b>1 121</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	79	87	603	355	489
Forêt	22	17	197	189	175
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	63	58	240	215	188
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	54	54	281	273	269
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>93</b>	<b>164</b>	<b>963</b>	<b>1 397</b>	<b>1 354</b>
Aide économique et financière au développement	-19	79	200	676	687
Solidarité à l'égard des pays en développement	112	85	762	721	667
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>7</b>	<b>17</b>	<b>1 842</b>	<b>1 792</b>	<b>1 893</b>
Liens entre la Nation et son armée	2	4	14	14	7
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	5	5	1 742	1 737	1 843
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	8	85	41	43
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>47</b>	<b>47</b>	<b>276</b>	<b>266</b>	<b>266</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	28	29	148	147	146
Conseil économique, social et environnemental	2	2	39	39	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	16	89	80	83
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>331</b>	<b>159</b>	<b>1 385</b>	<b>852</b>	<b>855</b>
Patrimoines	138	25	543	252	280
Création	106	53	338	182	212
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	87	82	505	418	363
<b>DEFENSE</b>	<b>2 465</b>	<b>3 523</b>	<b>15 868</b>	<b>18 301</b>	<b>17 777</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	53	182	610	702	582
Préparation et emploi des forces	583	604	3 769	3 498	3 317
Soutien de la politique de la défense	1 630	1 716	9 327	9 210	9 175
Equiperment des forces	199	1 021	2 162	4 892	4 703
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>91</b>	<b>89</b>	<b>480</b>	<b>419</b>	<b>456</b>
Coordination du travail gouvernemental	39	32	186	157	191
Protection des droits et libertés	4	4	39	41	39
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	49	53	254	222	226
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>370</b>	<b>1 063</b>	<b>6 275</b>	<b>4 675</b>	<b>5 122</b>
Infrastructures et services de transports	140	525	2 164	1 906	2 255
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	4	11	90	64	64
Météorologie	0	49	146	97	100
Paysages, eau et biodiversité	11	40	144	112	141
Information géographique et cartographique	0	0	70	47	47
Prévention des risques	6	9	96	67	66
Energie, climat et après-mines	4	7	348	235	250
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	188	230	1 439	1 428	1 455
Service public de l'énergie (1)	17	192	1 779	720	745
<b>ECONOMIE</b>	<b>99</b>	<b>95</b>	<b>700</b>	<b>530</b>	<b>598</b>
Développement des entreprises et du tourisme	47	45	431	269	333
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	35	35	196	193	199
Stratégie économique et fiscale	17	15	73	68	66



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2016		Cumul à fin mai 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT</b>	<b>78</b>	<b>3 065</b>	<b>14 928</b>	<b>7 585</b>	<b>6 884</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables (2)	69	123	708	493	432
Aide à l'accès au logement	1	2 915	14 184	6 946	6 299
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	8	26	37	145	153
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>3 564</b>	<b>3 674</b>	<b>20 572</b>	<b>20 608</b>	<b>20 204</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	3 564	3 564	20 419	20 419	20 024
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	8	8	5
Epargne	0	10	144	81	175
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	100	0	100	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 428</b>	<b>5 488</b>	<b>29 390</b>	<b>29 071</b>	<b>28 658</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 678	1 678	8 407	8 405	8 207
Enseignement scolaire public du second degré	2 661	2 637	13 240	13 205	12 994
Vie de l'élève	244	305	2 798	2 682	2 657
Enseignement privé du premier et du second degrés	593	551	3 323	3 277	3 248
Soutien de la politique de l'éducation nationale	151	208	962	859	859
Enseignement technique agricole	102	109	659	642	694
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>849</b>	<b>844</b>	<b>4 751</b>	<b>4 482</b>	<b>4 633</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	625	628	3 404	3 276	3 345
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	88	83	457	408	442
Facilitation et sécurisation des échanges	118	114	734	668	702
Entretien des bâtiments de l'Etat	10	11	44	39	42
Fonction publique	8	9	113	91	101
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>80</b>	<b>65</b>	<b>415</b>	<b>343</b>	<b>196</b>
Immigration et asile	68	55	396	327	192
Intégration et accès à la nationalité française	13	11	19	15	5
<b>JUSTICE</b>	<b>775</b>	<b>750</b>	<b>3 433</b>	<b>3 340</b>	<b>3 246</b>
Justice judiciaire	352	266	1 440	1 382	1 346
Administration pénitentiaire	325	266	1 166	1 236	1 289
Protection judiciaire de la jeunesse	60	67	388	314	306
Accès au droit et à la justice	7	128	287	284	187
Conduite et pilotage de la politique de la justice	30	23	150	121	117
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	2	2
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>310</b>	<b>172</b>	<b>204</b>
Presse	2	3	86	86	93
Livre et industries culturelles	10	10	220	81	69
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	4	4	41
<b>OUTRE-MER</b>	<b>65</b>	<b>53</b>	<b>1 314</b>	<b>763</b>	<b>750</b>
Emploi outre-mer	20	18	1 135	506	523
Conditions de vie outre-mer	45	35	179	257	228
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>18</b>	<b>23</b>	<b>82</b>	<b>105</b>	<b>262</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	9	17	30	69	81
Interventions territoriales de l'Etat	1	1	7	4	11
Politique de la ville	8	4	45	31	171
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>988</b>	<b>988</b>	<b>988</b>
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2016		Cumul à fin mai 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>192</b>	<b>950</b>	<b>22 402</b>	<b>12 823</b>	<b>12 955</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	53	71	12 216	6 246	6 173
Vie étudiante	5	216	1 618	1 299	1 415
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5	348	5 626	3 244	3 324
Recherche spatiale	0	138	1 303	705	716
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	11	77	1 046	852	859
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	59	61	331	260	232
Recherche duale (civile et militaire)	13	0	83	70	73
Recherche culturelle et culture scientifique	2	0	4	2	27
Enseignement supérieur et recherche agricoles	46	39	174	145	137
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>0</b>	<b>556</b>	<b>4 998</b>	<b>3 172</b>	<b>3 192</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	327	3 014	1 931	1 918
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	756	344	355
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	160	1 227	897	919
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>645</b>	<b>548</b>	<b>1 576</b>	<b>1 415</b>	<b>1 185</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	565	465	1 482	1 299	981
Concours spécifiques et administration	80	83	93	115	204
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>13 027</b>	<b>13 027</b>	<b>39 792</b>	<b>39 785</b>	<b>37 435</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	12 184	12 184	37 068	37 060	35 669
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	842	842	2 724	2 724	1 766
<b>SANTE</b>	<b>1</b>	<b>16</b>	<b>950</b>	<b>376</b>	<b>455</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	1	16	313	121	222
Protection maladie	0	0	637	255	232
<b>SECURITES</b>	<b>1 554</b>	<b>1 513</b>	<b>8 070</b>	<b>7 434</b>	<b>7 308</b>
Police nationale	842	810	4 124	3 962	3 900
Gendarmerie nationale	683	653	3 749	3 284	3 257
Sécurité et éducation routières	3	2	12	7	6
Sécurité civile	26	47	185	181	145
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>118</b>	<b>1 225</b>	<b>15 286</b>	<b>7 366</b>	<b>9 386</b>
Inclusion sociale et protection des personnes (2)	36	69	4 041	1 188	2 135
Handicap et dépendance	11	1 086	10 710	5 660	6 409
Egalité entre les femmes et les hommes	3	1	4	2	5
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	68	68	531	515	837
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>441</b>	<b>211</b>	<b>230</b>
Sport	5	9	154	93	114
Jeunesse et vie associative	2	2	287	118	117
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>499</b>	<b>1 260</b>	<b>8 725</b>	<b>5 308</b>	<b>5 185</b>
Accès et retour à l'emploi	275	965	5 554	3 894	3 792
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	164	229	2 820	1 078	1 049
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	7	30	48	43
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	60	58	321	289	301
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>31 068</b>	<b>38 924</b>	<b>210 560</b>	<b>177 386</b>	<b>175 376</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>18 041</b>	<b>25 898</b>	<b>170 768</b>	<b>137 601</b>	<b>137 942</b>

(1) programme créé en 2016

(2) changement de libellé en 2016



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>12 836</b>	<b>41 038</b>	<b>40 997</b>	<b>40 904</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>139</b>	<b>625</b>	<b>550</b>	<b>550</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>5 946</b>	<b>17 428</b>	<b>17 313</b>	<b>17 313</b>
Impôt sur les sociétés	5 817	17 063	16 963	16 963
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	129	365	350	350
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>975</b>	<b>2 669</b>	<b>3 708</b>	<b>3 708</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	43	272	305	305
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	480	997	1 349	1 349
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	7	7
Impôt de solidarité sur la fortune	140	454	679	679
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	61	78	102	102
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	6	6
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	4	8	8
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	9	12	12
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	36	29	29
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	2	2	2
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	2	2	6	6
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	6	24	24
Recettes diverses	240	809	1 179	1 179
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 273</b>	<b>6 116</b>	<b>4 521</b>	<b>4 521</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>16 626</b>	<b>83 034</b>	<b>80 906</b>	<b>80 587</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>1 901</b>	<b>10 061</b>	<b>8 914</b>	<b>8 123</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	22	177	162	162
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	66	61	61
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	4	2	2
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	116	777	655	655



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€.	Mai	2016	2015 retraité
Mutations à titre gratuit par décès	872	4 094	3 621	3 621
Contribution de sécurité immobilière	56	254	225	225
Autres conventions et actes civils	38	258	186	186
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	33	163	157	157
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	15	63	48	48
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	20	125	72	72
Timbre unique	1	48	51	51
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	264	1 366	911	166
Autres droits et recettes accessoires	0	2	3	3
Amendes et confiscations	3	9	20	20
Taxe générale sur les activités polluantes	15	73	109	109
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	12
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	26	73	70	70
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	24	22	22
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	22	22	22
Taxe sur certaines dépenses de publicité	1	25	24	24
Taxe de l'aviation civile	0	9	30	30
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	6	25	24	24
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	152	839	869	869
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	65	278	249	249
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	37	175	182	182
Prélèvement sur les paris sportifs	23	116	91	91
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	27	25	25
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	65	309	344	344
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Autres taxes	45	84	99	41
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>39 696</b>	<b>160 970</b>	<b>156 909</b>	<b>155 707</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>26 670</b>	<b>121 186</b>	<b>119 475</b>	<b>118 244</b>



	Mois	Cumul à fin mai		
	Maï	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>548</b>	<b>594</b>	<b>631</b>	<b>631</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	6	6	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	25	110	110
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	542	563	521	521
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>129</b>	<b>1 395</b>	<b>673</b>	<b>673</b>
Revenus du domaine public non militaire	18	87	102	102
Autres revenus du domaine public	4	79	68	68
Revenus du domaine privé	3	24	21	21
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	20	737	60	60
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	43	326	393	393
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	40	135	23	23
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	2	6	6	6
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>101</b>	<b>386</b>	<b>380</b>	<b>380</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	43	149	150	150
Autres frais d'assiette et de recouvrement	57	230	222	222
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	2	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	3	3
Autres recettes diverses	1	2	3	3
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>53</b>	<b>150</b>	<b>108</b>	<b>108</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	41	49	49
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	4	4	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4	6	3	3
Intérêts des autres prêts et avances	0	24	24	24
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	40	65	16	16
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	8	11	11



	Mois		Cumul à fin mai	
	Maï	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>79</b>	<b>1 178</b>	<b>1 339</b>	<b>1 320</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	19	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	6	805	953	953
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	2	93	93
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	1	1	2	2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	70	315	264	264
Frais de poursuite	1	4	4	4
Frais de justice et d'instance	1	5	4	4
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>78</b>	<b>723</b>	<b>634</b>	<b>634</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	0	233	232	232
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	15	63	71	71
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	4	4
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	4	3	3
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	3	4	4
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	3	3	3
Récupération d'indus	28	36	12	12
Recouvrements après admission en non-valeur	10	58	49	49
Divers versements de l'Union européenne	0	12	14	14
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	9	11	11
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	9	7	7
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	9	96	93	93
Produits divers	2	107	34	34
Autres produits divers	9	85	97	97
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>988</b>	<b>4 426</b>	<b>3 765</b>	<b>3 746</b>



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-6 730</b>	<b>-19 709</b>	<b>-18 639</b>	<b>-18 639</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-5 927	-16 868	-15 897	-15 898
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-4	-5	-5
<b>Dotation</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-1	-1
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-267	-994	-1 146	-1 146
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-34	-36	-65	-65
<b>Dotation</b> élu local	-53	-53	-8	-8
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-1	-24	-18	-18
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotation</b> départementale d'équipement des collèges	-12	-15	-8	-8
<b>Dotation</b> régionale d'équipement scolaire	-28	-28	-28	-28
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-1	-1
<b>Dotation</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-278	-1 385	-1 388	-1 388
<b>Dotation</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-8	-10	-34	-34
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-3	-3	-5	-5
<b>Dotation</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
<b>Dotation</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
<b>Dotation</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-35	-35	-35
<b>Dotation</b> exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du versement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotation</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-111	-254	-1	-1
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport (1)	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 349</b>	<b>-7 990</b>	<b>-11 970</b>	<b>-11 970</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-8 078</b>	<b>-27 699</b>	<b>-30 609</b>	<b>-30 610</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	188	654	1 113	1 113
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	12	102	129	129
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>200</b>	<b>756</b>	<b>1 242</b>	<b>1 242</b>

(1) création en 2016





	Mois de mai		Cumul à fin mai					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 348</b>	<b>6 540</b>	<b>25 505</b>	<b>25 804</b>	<b>28 833</b>	<b>28 636</b>	<b>3 327</b>	<b>2 833</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	28	25	86	111	110	135	24	23
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	198	159	552	519	701	577	149	58
Développement agricole et rural	1	92	3	13	104	110	100	97
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	37	31	174	145	156	156	-17	11
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	1 365	0	3	1 383	1 284	1 383	1 281
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	66	9	210	128	162	221	-48	93
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	0	0	0	-4	0	0	0	4
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	0	1	320	1 605	2	1 174	-318	-431
Pensions	4 541	4 470	23 185	23 083	24 790	24 762	1 605	1 678
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	200	19	219	19	19
Transition énergétique (2)	477	389	974	0	1 405	0	431	0
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>8 791</b>	<b>4 560</b>	<b>48 335</b>	<b>41 471</b>	<b>17 964</b>	<b>16 723</b>	<b>-30 371</b>	<b>-24 748</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	254	20	5 867	30	58	30	-5 809	0
Avances à l'audiovisuel public	322	178	1 611	1 528	1 020	981	-591	-547
Avances aux collectivités territoriales	8 194	4 342	40 745	39 390	16 715	15 512	-24 030	-23 878
Prêts à des Etats étrangers	21	3	112	444	146	166	34	-279
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	17	0	79	25	34	25	-45
<b>Comptes de commerce</b>	<b>4 253</b>	<b>4 219</b>	<b>23 582</b>	<b>22 726</b>	<b>23 916</b>	<b>22 954</b>	<b>334</b>	<b>228</b>
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	44	10	168	224	262	301	94	76
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	13	61	60	65	62	3	2
Couverture des risques financiers de l'Etat	402	402	1 816	1 191	1 816	1 191	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	40	21	164	152	378	317	214	164
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	3 749	3 762	21 346	21 071	21 359	21 051	13	-20
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	1	0	1	0	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	8	17	18	27	24	11	6
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	3	9	8	9	8	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>46</b>	<b>27</b>	<b>10 570</b>	<b>2 054</b>	<b>294</b>	<b>1 732</b>	<b>-10 276</b>	<b>-322</b>
Emission des monnaies métalliques	37	23	94	72	67	71	-27	-1
Opérations avec le Fonds Monétaire International	4	4	10 471	1 966	221	1 652	-10 251	-315
Pertes et bénéfices de change	5	0	5	16	7	9	2	-6
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>18 438</b>	<b>15 346</b>	<b>107 992</b>	<b>92 054</b>	<b>71 006</b>	<b>70 045</b>	<b>-36 986</b>	<b>-22 009</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>18 434</b>	<b>15 342</b>	<b>97 521</b>	<b>90 088</b>	<b>70 786</b>	<b>68 393</b>	<b>-26 735</b>	<b>-21 694</b>

(1) suppression en 2016

(2) création en 2016

(3) changement de libellé en 2016



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2016
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	520	143	663
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	242	73	315
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>773</b>	<b>215</b>	<b>988</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	1 662	865	2 527
	Départements	4 826	-1 009	3 818
	Communes	21 357	907	22 263
	HLM	323	25	349
	Autres	20 714	511	21 224
	<b>Total CEPL</b>	<b>48 882</b>	<b>1 298</b>	<b>50 181</b>
	<b>Hôpitaux</b>	<b>4 440</b>	<b>400</b>	<b>4 841</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 132	2 885	13 017
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 160	-278	3 882
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 786	969	3 755
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	489	1 351
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>17 941</b>	<b>4 065</b>	<b>22 006</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>10 494</b>	<b>-1 864</b>	<b>8 631</b>	
<b>Communautés européennes</b>	<b>2 596</b>	<b>-456</b>	<b>2 141</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	42	6	48	
GIP	615	32	647	
EPL	2 136	801	2 937	
Autres correspondants	12 782	-1 006	11 777	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	42	-42	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>15 617</b>	<b>-209</b>	<b>15 408</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>100 744</b>	<b>3 451</b>	<b>104 194</b>	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	-6	12
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>18</b>	<b>-6</b>	<b>12</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>100 761</b>	<b>3 445</b>	<b>104 206</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>100 761</b>	<b>3 445</b>	<b>104 206</b>



	Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2016
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 576 395</b>	<b>54 415</b>	<b>1 630 811</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 423 722</b>	<b>44 959</b>	<b>1 468 682</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 321 252	71 092	1 392 344
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 139 245	64 294	1 203 539
- <i>taux variable</i>	163 458	6 906	170 364
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	102 470	-26 133	76 338
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	94 062	-26 133	67 930
- <i>taux variable</i>	8 009	0	8 009
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>152 673</b>	<b>9 456</b>	<b>162 129</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	152 673	9 456	162 129
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>6 666</b>	<b>-95</b>	<b>6 570</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 583 061</b>	<b>54 320</b>	<b>1 637 381</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2015 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2015 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2016.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.